

## L'Addis de der ?

Tribune – Editio – Ndimby A. – 05/11/09

Au Nord-Ouest, rien de nouveau. Après deux jours de réunion, il n'y a rien à signaler du côté d'Addis-Abeba. Sceptiques devant les pseudo-avancées de Maputo 1 et Maputo 2, nous écrivions le 27 Août 2009 le paragraphe suivant. « *Apparemment ça coince déjà à Maputo, dès les débats pour l'attribution du premier poste sur les 457 à se répartir entre les mouvances, celui de Président de la Transition. D'un côté, le Président Ravalomanana revendique « N'importe qui, sauf Andry Rajoelina ». De l'autre côté, Monsieur Rajoelina clame « Personne, à part moi ». Et au milieu, Didier Ratsiraka qui tire des ficelles pour reconquérir une importance dans le jeu politique malgache. Quant à Albert Zafy, il se conduit en homme sage. Et au milieu de tout ce beau monde, mais à 1700 kilomètres de distance, le peuple malgache, qui travaille et paye ses impôts, mais qui subit les fadaïses de sa classe politique depuis 1960 ».*

Vous remplacez Maputo par Addis-Abeba (et remaniez le chiffre de la distance), et vous obtenez un texte dont la pertinence semble être encore et toujours d'actualité, plus de deux mois après. Car sur le principe de la continuation des discussions entre les quatre leaders politiques, Maputo 3 a bel et bien eu lieu, mais a juste été déplacé géographiquement à Addis-Abeba.

Même si cela irrite certains lecteurs qui font remarquer (hélas, à juste titre) « *que nous devons bien faire avec nos politiciens, vu que nous n'en avons pas d'autres* » nous avons souvent manifesté notre défiance devant la classe politique malgache et les intérêts réels qui sous-tendent leurs actes, maladroitement camouflés derrière le fameux intérêt supérieur de la nation. Car les faits sont têtus depuis trois mois, malgré ce que Patrick mentionnait comme petits pas obtenus : une charte par ci, un consensus par là sur le nom de Mangalaza, une clé de répartition sur les strapontins. Mais dès que l'on s'approche du sommet de la pyramide, les discussions calent irrémédiablement. Les politiciens malgaches peinent à s'entendre sur une sortie de crise, et ce n'est pas en changeant la ville d'accueil ou le numéro de la réunion, que le résultat sera garanti. Depuis Maputo 1, on reste encore sur la même question : qui va diriger la Transition ?

Quelques heures après la signature des Accords de Maputo, nous en dénonçons déjà les ambiguïtés en anticipant certains problèmes. Puis face aux poussées enthousiastes après les accords d'Antananarivo en octobre dernier, nous nous empressions de mettre un bémol le 7 octobre : « *un accord sur ces quatre noms (Rajoelina, Mangalaza, Rakotovahiny et Zafy) est une bonne chose, mais il ne faut pas se fourrer le doigt dans l'œil : on dit que le diable se cache dans les détails. Les négociations sur les ministères dits « de souveraineté (justice, intérieur, forces armées, finances et affaires étrangères) sont encore une autre paire de manches* ». N'est-ce pas sur ce thème qu'Andry Rajoelina a affirmé avoir des droits avant son départ pour Addis-Abeba ? Cela annonçait déjà une bonne séance de *boogie-woogie* à Addis-Abeba.

Malgré ceux qui souhaitent, par optimisme, par conviction ou par naïveté, placer leurs espoirs dans la classe politique malgache, Addis-Abeba 2 risque de faire chou blanc [1]. Dans ce cas, le Groupe international de contact (GIC) va certainement sortir un communiqué pour noyer le poisson, et mettre le focus sur une répartition de strapontins et de poufs sur laquelle il y aura eu consensus, pour éviter de laisser croire que l'argent a été jeté par les fenêtres. En attendant Maputo 4 (qui pourrait se dérouler à Dakar, Port-Louis, Pretoria, au Caire ou ailleurs...).

Bien entendu, personne ne souhaite cette issue, mais il faut être réaliste : les politiciens malgaches ne sentent pas encore que le pays est au fond du gouffre, et pensent qu'il y a encore de la marge pour le marchandage. Or tant qu'ils auront ce sentiment, ils vont continuer le processus d'escalade, et ce jusqu'à ce qu'il y ait un vainqueur qui s'impose, par conviction ou par K.O. des adversaires. On ne sait trop quel sera l'indicateur qu'ils attendent pour se décider à ENFIN discuter sérieusement : les sanctions internationales, la guerre civile, ou les 100.000 employés du textile qui risquent de se retrouver dans la rue si l'AGOA n'est pas reconduit ?

C'est pour cela que nous écrivions déjà le 5 août 2009 : « *sans vouloir jouer l'oiseau de mauvais augure, je ne crois pas trop en Maputo* » Cela avait soulevé le courroux de certains. Trois mois après, il serait intéressant de voir la tête de ceux qui prédisaient déjà à l'époque le Paradis, avec Rajoelina dans le rôle de Saint-Pierre (si ce n'est de son patron). Car le principal obstacle à la sortie de crise, c'est l'état d'esprit des personnes qui négocient. Et cet état d'esprit n'est pas près de s'améliorer. Le Président Ravalomanana et

Monsieur Andry Rajoelina ont encore trop de ressentiments récents qui vont les empêcher pour un certain temps de faire l'un envers l'autre les concessions fondamentales, qui sont pourtant les plus dures.

Ainsi, l'un et l'autre deviennent un facteur de blocage vers la sortie de crise pour le pays. Si Marc Ravalomanana s'en est rendu compte et a décidé de son propre chef et dignement de ne pas participer à la gestion de la Transition, Andry Rajoelina pour sa part ne l'entend pas de cette oreille. On ne peut pas lui en vouloir : pour avoir un sens minimum de ce fameux intérêt supérieur de la Nation, il faut une envergure minimum d'homme d'Etat, ce qui s'acquiert par l'expérience, le talent et les bonnes fréquentations. Or autour de lui, il n'y a que des griots qui l'encensent et l'hypnotisent au son de gargarismes du style : « *c'est celui qui a tué le crocodile qui doit se parer de sa dentition* ». Toutefois, il ne faut pas qu'il l'oublie : même si une certaine réalité du terrain lui est relativement favorable, le fait d'être arrivé au pouvoir par un coup d'Etat ne le rendra jamais légitime avant une élection, quoiqu'en disent ses thuriféraires. Et d'ailleurs, si Monsieur Rajoelina était aussi légitime que ça, il ne serait pas obligé de passer sous les fourches caudines de la communauté internationale. Celle-ci doit cependant commencer à s'impatisser.

Une solution qui serait possible pour aboutir à une sortie de crise rapide serait qu'Andry Rajoelina quitte la tête de la Transition, en rendant par exemple le pouvoir au *triumvirat* militaire à qui Marc Ravalomanana avait remis les pleins pouvoirs. Ces généraux mettraient en place un gouvernement civil qui organiserait les élections, tout en s'interdisant de se présenter. Par contre, tous les politiciens pourraient se présenter, y compris le Président Ravalomanana et Andry Rajoelina. Ainsi les urnes trancheraient une bonne fois pour toutes, et on quitterait ce schéma calamiteux de prise de pouvoir par la rue que seuls les adeptes de la loi de la Jungle peuvent approuver. Mais ne nous faisons pas d'illusions : ce schéma est impossible. On attendra donc encore la prochaine réunion convoquée par le GIC.

Ceci étant dit, même si nous constatons avec amusement avec le temps que plusieurs prévisions se sont avérées justes depuis Janvier, nous espérons nous tromper et entendre aujourd'hui qu'un accord a été trouvé, et qu'une vraie transition sereine pourra commencer. Mais à la différence de notre contradicteur préféré sur le forum, nous ne fonctionnons ni au THB ni à aucune autre substance euphorisante. Aucune raison donc que nous nous mettions à croire à l'existence des éléphants roses. Le 8 Mai 2009, alors que les rumeurs d'accord politique circulaient, nous mettions en garde : « *attendons donc de voir la Convention signée avant de sabrer le champagne, du moins pour ceux qui en ont encore avec cette crise. Les autres se contenteront de ranovola* ». Depuis, on se rend compte que les accords signés dans la capitale mozambicaine ou le communiqué de presse du 6 octobre à Antananarivo ne semblent être que des péripéties sans importance. Même pas la cerise sur le gâteau, car il n'y a ni gâteau, et encore moins de cerise.

## Notes

[1] Le sage et bien documenté Patrick nous rappelait il y a quelques jours qu'une réunion sur la crise malgache avait déjà eu lieu à Addis-Abeba en Avril